



Un logement abordable, pour mener une vie digne

L'invité

Pierre-Alain Praz
Directeur de
Caritas Vaud



Caritas Vaud se donne pour mission de contribuer à préserver la dignité de toutes les personnes confrontées à des situations de pauvreté dans notre canton. Nombre de celles qui sollicitent notre soutien connaissent une précarité économique avérée. Pour certaines d'entre elles, le coût d'un logement décent constitue un obstacle majeur au bon équilibre de budgets serrés.

Le droit à un logement décent est ancré tant dans la Constitution fédérale que dans la Constitution vaudoise. Avec notamment l'accès à l'éducation et à la santé, le logement représente un des vecteurs les plus importants qui permettent de vivre dignement. Avoir un toit, un chez-soi, un endroit sécurisant où loger les siens constitue un pilier central pour tout ménage, et ce à tout âge.

Caritas Vaud constate que toutes les catégories de la population sont impactées par l'insuffisance de logements abordables: les jeunes adultes, les familles, à plus forte raison les familles monoparentales, et les aînés, cela qu'ils soient Suisses ou étrangers. Lorsque l'on vit avec un revenu modeste, la part que représente le loyer conditionne fortement toutes les autres dépenses, même celles qui sont incompressibles comme l'assurance maladie ou les impôts. Ce ne sont donc pas que les loisirs qui sont impactés, mais également l'alimentation et la santé.

Le mal-logement est un fléau dont les effets peuvent se faire ressentir à long terme: scolarité des enfants péjorée, conflits familiaux, un état de santé physique et psychique qui se précarise.

La marge de manœuvre fortement réduite, pour ne pas dire inexistante, générée par le poids disproportionné des loyers dans le budget de nombreux ménages peut engendrer le non-paiement des impôts, celui de la prime de la caisse maladie, le renoncement à des frais de santé ou de soins dentaires.

Vivre avec un budget structurellement déséquilibré, quand bien même on se serre la ceinture, peut engendrer la recherche de solutions qui n'en sont pas comme la prise d'un crédit à la consommation. Le risque de surendettement généré ainsi par des loyers trop élevés enferme plus encore les ménages concernés dans la spirale des poursuites, ornière dont on ne sort en Suisse que très difficilement.

«Un réel problème de société qui justifie pleinement que l'État intervienne»

La pénurie de logements à loyers abordables que nous connaissons depuis plus d'une décennie dans bien des régions de notre canton est un réel problème de société qui justifie pleinement que l'État intervienne. Il serait manifestement faux d'affirmer que le seul marché permettrait d'atteindre un équilibre de l'offre et de la demande propre à offrir un logement digne de ce nom, à un coût supportable, à chacune et chacun.

À la lumière de la réalité qui nous entoure, celle d'une précarité qui n'est pas forcément visible du plus grand nombre mais qui n'en demeure pas moins bien réelle, Caritas Vaud ne peut que soutenir l'initiative pour davantage de logements abordables.